

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi soir, 24 janvier 2018

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

**87 2017.RRGR.395 Motion 157-2017 Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC)
Obtenir une part équitable de moyens de Promotion Santé Suisse dans le canton de Berne
Motion ayant valeur de directive**

N° de l'intervention: 157-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 13.06.2017
Déposée par: Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC)
(porte-parole)
Löffel-Wenger (Münchenbuchsee, PEV)
Mühlheim (Berne, pvl)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 1078/2017 du 18 octobre 2017
Direction: Direction de la santé publique
et de la prévoyance sociale

Obtenir une part équitable de moyens de Promotion Santé Suisse dans le canton de Berne

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures suivantes:

1. Il s'engage auprès de Promotion Santé Suisse pour qu'une part plus élevée des recettes des primes d'assurance-maladie revienne aux cantons.
2. En cas de refus de la fondation Promotion Santé Suisse d'octroyer aux cantons une part plus élevée des recettes, le canton de Berne résilie son adhésion et se chargera lui-même des fonctions qu'elle exerçait.

Développement:

La loi sur l'assurance-maladie oblige les assureurs, en commun et avec les cantons, à gérer une institution dont le but est de mettre en œuvre, coordonner et évaluer des mesures destinées à promouvoir la santé et à prévenir les maladies. Cette mission a pour l'heure été confiée à la fondation Promotion Santé Suisse, laquelle a été créée en 1996 par les 26 cantons, la Confédération suisse, santésuisse et la Suva.

Le financement de la prévention est assuré principalement par un supplément de prime, conformément à ce que prévoit la loi sur l'assurance-maladie. Cette participation, qui s'élève à 20 centimes par mois (soit aujourd'hui 0,04 pour cent des primes), augmentera d'ici à 2018 pour passer à 0,08 pour cent. D'après le rapport de Promotion Santé Suisse de 2016, la contribution des assurés à travers ce supplément de prime correspondait à 18,745 des quelque 20 millions correspondant au budget total. En doublant le montant de ce supplément de prime, ce montant passera à environ 37 millions d'ici à 2018.

Fort de sa population de plus d'un million, le canton de Berne devrait toucher près d'un huitième de cette somme, soit 2 millions de francs. En 2018, elle pourrait même s'élever à 4 millions. Or, selon les informations communiquées par la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale, le canton de Berne ne reçoit actuellement que 720 000 francs par an environ de la fondation Promotion Santé Suisse. Ce constat est gênant, étant donné que les cantons assument une grande part des responsabilités dans le domaine de la promotion de la santé et de la prévention, et qu'ils disposeraient de plus de moyens si leurs contribuables leur versaient directement le supplément de prime. Il est donc impératif que les cantons, qui ont créé cette fondation, reçoivent une part plus importante. D'autant que les formalités administratives pour le canton comme pour les requérants sont exagérément importantes. Les institutions doivent y consacrer beaucoup de temps et d'efforts qu'elles pourraient mieux investir dans leur mission centrale.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève de la compétence exclusive du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Ce dernier dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Point 1

La loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal) prévoit, aux articles 19 et 20, une promotion active de la santé de la part des assureurs et des cantons. Cette tâche a été confiée à la fondation Promotion Santé Suisse (PSS), laquelle «stimule, coordonne et évalue des mesures destinées à promouvoir la santé» (art. 19, al. 2 LAMal). Les activités de la fondation PSS sont financées par des contributions versées par les assurés en vertu de la LAMal et dont le montant est fixé annuellement par le Département fédéral de l'intérieur (DFI) (à partir de 2018: 4,80 francs par personne et par année). En 2016, celles-ci s'élevaient à 18,7 millions de francs environ. En vertu de l'article 20 LAMal, le DFI rend compte aux commissions compétentes des Chambres fédérales de l'utilisation de ces moyens tout en surveillant l'activité de la fondation PSS. Une faible proportion des recettes de cette dernière est générée par la vente de produits et de services (tout juste 5% de l'ensemble du revenu d'exploitation de PSS en 2016, soit un montant de 20,9 millions de francs).

A l'instar du motionnaire, le Conseil-exécutif considère qu'il règne un flou au sujet de la répartition des moyens de PSS et des montants des contributions financières allouées à chaque canton (clé de financement). Le canton de Berne s'engage, par conséquent, à assurer une plus grande transparence et davantage d'efficacité en ce qui concerne l'utilisation des ressources au sein de PSS ainsi que la répartition de ces dernières entre les cantons et les institutions actives dans le domaine de la promotion de la santé. Selon le rapport de gestion 2016 de PSS, près de 9,7 millions (sur un total de 20 millions de francs) ont été dépensés pour des projets et des programmes d'action dans ce secteur. L'ensemble des frais administratifs s'est chiffré à quelque 10,3 millions de francs, dont un montant d'environ 8,2 millions a été imputé en charges de personnel uniquement. Ces dernières ont sensiblement augmenté suite à la stratégie de développement de PSS en 2015 et 2016 (+24%; 2014: 6,6 millions de francs). Dans son rapport sur l'utilisation des ressources par la fondation PSS en 2015, le DFI a signalé à la fondation qu'avec de tels frais de personnel, «la limite supérieure a été définitivement atteinte»¹.

Le Conseil-exécutif partage l'avis du motionnaire selon lequel le canton de Berne, au vu de son nombre d'habitants, devrait percevoir de PSS un montant plus élevé que les quelque 722 000 francs qui lui seront versés annuellement à partir de 2018 pour financer les offres relevant de la promotion de la santé. Après tout, les assurés bernois s'acquittent de suppléments de prime élevés proportionnellement à la population du canton pour la prévention générale des maladies, selon l'article 20 LAMal. Le gouvernement s'emploiera, dans la mesure de ses possibilités, à faire en sorte qu'une proportion plus élevée des recettes de la fondation PSS tirées du supplément de prime soit allouée au financement de mesures de prévention de la santé en faveur de la population bernoise. Pour ce faire, il est concevable d'influer sur le conseil de fondation de PSS par le biais de la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé ou au moyen d'une intervention auprès de l'office fédéral en charge d'approuver les budgets, les comptes et le rapport d'activité de PSS (Office fédéral de la santé publique, art. 20, al. 3 LAMal en relation avec l'art. 23, al. 2 OAMal) ou de l'autorité de surveillance compétente (DFI, conformément à l'art. 20, al. 3 LAMal).

Point 2

A la différence des sociétés, les fondations ne comptent pas de membres affiliés. Le droit des fondations ne connaît que le terme de bénéficiaire (destinataire). Il s'agit de personnes ou d'institutions pouvant être favorisées par le but de la fondation et pouvant bénéficier des moyens de celle-ci. Le destinataire a droit à la prestation uniquement si la fondation lui en fait la promesse.

Au vu des explications ci-avant, le point 2 de la motion ne peut être appliqué juridiquement. C'est la raison pour laquelle le Conseil-exécutif recommande de le rejeter. Il convient en outre de souligner que les activités de la fondation PSS sont financées par les contributions versées non pas par les cantons mais par l'ensemble des personnes assurées en Suisse en vertu de la LAMal.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Chiffre 1: adoption

¹ Source: rapport du DFI sur l'utilisation des ressources par la fondation Promotion Santé Suisse en 2015, p. 4
5dc7508025a14c4d9bf90b1bf0cb5f 16.05.2018

Chiffre 2: rejet

La présidente. Einen «Gerechten Anteil an Mitteln von Gesundheitsförderung Schweiz in Kanton Bern holen» – es handelt sich um eine Motion. Die Regierung ist bei Ziffer 1 für Annahme, bei Ziffer 2 für Ablehnung. Wir befinden uns in einer reduzierten Debatte. Das Wort hat der Motionär, Grossrat Krähenbühl.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Ich wurde gefragt, weshalb ich während dieser Session so schweigsam sei. Dies möchte ich nun noch ändern. Kollegin de Meuron hatte die Absicht, im Gesundheitswesen Geld zu sparen. Ich möchte an dieser Stelle auch etwas für das Geld tun, nämlich zusätzliche Einnahmen generieren. Es gibt eine Stiftung Gesundheitsförderung Schweiz, welche mit einem Anteil an den Krankenkassenprämien alimentiert wird. Bis im letzten Jahr waren 0,04 Prozent der Prämien dafür festgelegt, seit diesem Jahr sind 0,08 Prozent vorgesehen. Die erwähnte Stiftung wurde von den Kantonen gegründet. Eigentlich wäre die Idee, dieses Geld wieder in den Kantonen auszuschütten. Bei genauer Betrachtung der Zahlen, kann ein ziemliches Missverhältnis festgestellt werden. Der Kanton Bern hätte von diesen Gesamtmitteln in der Höhe von circa 18 Mio. Franken jedes Jahr bestimmt zirka 2 Mio. Franken erhalten sollen. Ab 2018 müssten es sogar 4 Mio. Franken sein. Wirklich ausbezahlt wurden lediglich 720 000 Franken. Dies ist störend, zumal nicht ganz klar ist, was mit diesem Geld geschieht. Wir sind der Ansicht, dass der Regierungsrat bei der Stiftung Gesundheitsförderung Schweiz versprechen und sagen sollte: «Hört, Leute, das ist unser Geld, das sind unsere Prämienzahler. Wir wollen mehr davon für sinnvolle Projekte im Kanton».

Der Regierungsrat möchte den ersten Punkt annehmen. Er wird wohl auch nicht besonders bestritten sein. Der zweite Punkt fordert den Austritt aus der Stiftung. Der Regierungsrat erklärt in seiner Antwort treffend, der Austritt aus einer Stiftung sei nicht möglich. Dies ist uns klar. Wir möchten trotzdem, im Sinne eines symbolhaften Handelns, wie dies in anderen Sessionen der Fall war, als man verschiedentlich ein Zeichen setzen wollte, den zweiten Punkt als Postulat überweisen und bitten um punktweise Abstimmung. Vielleicht möchte Mitmotionär Löffel noch etwas ergänzen.

La présidente. Das Wort hat Grossrat Löffel. Er ist Mitmotionär.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Ja, und vermutlich bin ich auch Fraktionssprecher. Zuerst zu meiner Interessenbindung. Ich arbeite seit 24 Jahren beim Blauen Kreuz im Bereich Prävention und Gesundheitsförderung und war auch schon mit der erwähnten Stiftung in Kontakt. Auch haben wir schon Geld zugesprochen bekommen. Was wir von der Stiftung erhalten, entlastet selbstverständlich indirekt den Kanton. Einen Teil haben Sie schon gehört und einen Teil können Sie in der Motion lesen. Wir alle, die in diesem Saal sitzen, bezahlen in diesem Jahr 4.80 Franken von unseren Krankenkassenprämien zur Förderung von Prävention und Gesundheit. Dieses Geld wird im Auftrag der Kantone von Gesundheitsförderung Schweiz verwaltet und danach investiert. In diesem Jahr kommt ein Betrag von ungefähr 36 Mio. Franken zusammen. Der Kanton Bern zählt etwa ein Achtel der Gesamtbevölkerung und würde somit anteilmässig ungefähr 4,5 Mio. Franken erhalten. Unter grosszügiger Berechnung der Overhead- und Infrastrukturkosten schätze ich für den Kanton Bern einen anteilmässigen Betrag von rund 3 Mio. Franken, der zur Förderung der Gesundheit einfließen müsste. Tatsächlich kommen dem Kanton Bern nicht einmal 1 Mio. Franken zugute, sondern nur rund 700 000 Franken. Tatsächlich können Sie dem Geschäftsbericht 2016 der Gesundheitsförderung Schweiz entnehmen, dass nur knapp die Hälfte des zur Verfügung stehenden Geldes in Programme und Projekte für den effektiven Stiftungszweck geflossen ist. Dies ist meiner Meinung nach ganz klar zu wenig. Aus diesem Grund habe ich mich an der Einreichung dieser Motion beteiligt. Ich bitte Sie, den Kanton Bern, den Gesundheitsdirektor zu beauftragen, bei dieser Stiftung auf den Tisch zu klopfen und ihr mitzuteilen, wofür dieses Geld eigentlich eingesetzt werden müsste und dass der Kanton Bern mehr verlangt. Bitte unterstützen Sie den Punkt 2 als Postulat.

La présidente. Bevor ich den Fraktionssprecherinnen und -sprechern das Wort erteilte, möchte ich auf der Tribüne Gäste von Andreas Burren begrüßen. Es handelt sich um Grossratskandidatinnen und -kandidaten der SVP aus dem Wahlkreis Mittelland-Süd. Es wären mehr Personen anwesend, aber wegen einer Terminverschiebung ist die Gruppe relativ klein, aber umso herzlicher heissen wir Sie willkommen. (*Applaudissements*)

Wir sind bei den Fraktionen angelangt. Für die glp spricht Grossrätin Mühlheim.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Nein, Frau Grossratspräsidentin, auch ich bin noch Mitmotionärin, werde aber auch gleich als Fraktionssprecherin das Wort ergreifen. Stellen Sie sich vor, eine Stiftung, die Gesundheitsförderung im Namen trägt, wer will da schon dagegen sein. Weil die Stiftung einfach zu Geld kommt, schafft sie es, 50 Prozent des gesamten Umsatzes pro Jahr beim eigenen Personal zu deponieren. Möchte diese Stiftung ZEWO-zertifiziert werden, wäre sie längst bankrott. Dies geht nicht. Leider ist es auch so, dass der Besitz von so viel Geld, nicht unbedingt eine Garantie für beste Qualität darstellt. Ich selber bin im Vorstand des Fachverbands Sucht. Wir stellen immer wieder fest, dass die Gesundheitsförderung Schweiz es schafft, in Konkurrenz mit anderen Kantonen zu treten, die ähnliche Projekte angehen und das Gleiche mit immens viel Geld ermöglichen. Eigentlich besteht eine Doppelspurigkeit, und bisher wurde keine Bereitschaft für bessere Absprachen gezeigt. Deshalb war ich auch gerne bereit, als Mitmotionärin bei dieser Motion mitzumachen. Es kann nicht sein, es ist vielleicht die falsche Ebene oder nur eine Teilebene. Ich hoffe, dass man sich auch auf Bundesebene endlich dessen gewahr wird und nicht einfach vonseiten des Bundesamts für Gesundheit (BAG) ein bisschen kritische Berichte verfasst, sondern endlich hinschaut, wohin das Geld fliesst. Es ist für den Bereich Gesundheitsförderung etwas vom Verheerendsten, wenn die Qualität und die Interventionen nicht zielgerichtet und nicht wirksam sind. Ich habe aus meiner Erfahrung nach dreissig Jahren im Bereich Gesundheitsförderung und Suchtarbeit meine Fragezeichen, ob wir dies immer erreichen.

Obwohl die unter Punkt 2 geforderte Kündigung fachlich oder rechtlich nicht möglich ist, erachte ich es als sinnvoll, auch diesen Punkt als Postulat im symbolischen Sinn zu überweisen. Es soll ein Signal des Kantons Bern sein, wonach es so nicht weitergehen kann. Alle Institutionen, die Verantwortung tragen, primär das BAG, sollen damit dringend aufgefordert werden, hinzuschauen, wie das Geld verwendet wird.

La présidente. Für die SVP-Fraktion hat Grossrat Tobler das Wort.

Marc Tobler, Moutier (UDC). Je vais bien sûr répéter ce qui a déjà été dit plusieurs fois à cette tribune. Le groupe UDC soutient à l'unanimité les propositions du gouvernement, à savoir adoption du point 1 et rejet du point 2. La loi sur l'assurance-maladie prévoit une promotion active de la santé de la part des assureurs et des cantons. Cette tâche a été confiée à la fondation Promotion Santé Suisse, et cette fondation encaisse environ 20 millions de francs par année sur tout son territoire suisse, donc, proportionnellement au nombre d'habitants du canton de Berne, on devrait encaisser plus que 722 000 francs comme versés jusqu'à présent. Pour le point 2, on dirait que la forme juridique pose un certain problème, donc, comme le gouvernement le propose, rejet de ce point.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Les Verts). Ich werde für die grüne Fraktion kurz unsere Meinung kundtun. Es ist sicher so, dass die Stiftung grundsätzlich aus Sicht ihrer Zielsetzungen, zum Teil ihrer erzielten Wirkungen oder ihrer Absichten, eine gute Sache ist, aber offenbar eher weniger gut aus Sicht der Funktionsweise ist. Sie leistet gute Arbeit oder löst zumindest gute Effekte in Bereichen aus, in denen sie tatsächlich Sensibilisierung für die Gesundheitsförderung betreibt, in Schulprogramme investiert oder wo die Leute wirklich auf die verschiedenen Problematiken rund um beispielsweise schwieriges Verhalten aufmerksam gemacht werden. Aber es kann tatsächlich nicht sein, dass über die Hälfte dieser Gebührengelder oder Fixbeiträgen dem Verwaltungsanteil entspricht. Dies auch vor dem Hintergrund, dass gewisse Abläufe wohl zu kompliziert sind und Gesuchseinreichungen offenbar zum Teil einem Spiessrutenlauf entsprechen. Dies darf nicht sein. Auch darf es nicht sein, dass der Kanton Bern so unverhältnismässig wenig aus diesem Topf bezieht. Beides ist die Regierung bereit anzugehen und zu ändern. Dies erachten wir als lobenswert und unterstützen deswegen die Motion im Punkt 1. Unserer Ansicht nach macht es keinen Sinn, den Punkt 2 zu überweisen beziehungsweise zu unterstützen, weil dafür die gesetzliche Grundlage fehlt und wir aus dieser Art Konkordat nicht aussteigen können. Den Punkt 2 unterstützen wir nicht, den Punkt 1 aber sehr wohl.

La présidente. Je passe la parole à la députée Dunning pour le groupe SP-JUSO-PSA.

Samantha Dunning, Biel/Bienne (PS). Le groupe socialiste PS-JS-PSA soutient le point 1 de la motion concernant l'obtention du canton d'une part plus élevée des recettes des primes d'assurance-

maladie attribuées à Promotion Santé Suisse, mais rejette le point 2. En effet, nous rejoignons les motionnaires sur le fait que l'utilisation et la répartition de la contribution des assurés, destinées à promouvoir la santé, sont nébuleuses, et que la contribution financière attribuée au canton de Berne pour agir dans ce domaine n'est malheureusement pas proportionnelle au nombre d'habitantes et habitants du canton de Berne, et, par conséquent, au nombre de contributeurs. C'est pourquoi nous approuvons que le Conseil-exécutif s'engage auprès de Promotion Santé Suisse, par exemple par le biais de la Conférence suisse des directrices et directeurs de la santé, afin que la contribution découlant des recettes des primes d'assurance-maladie soient mieux répartie, et surtout davantage utilisée pour des mesures de prévention, plutôt que pour des frais administratifs. Nous acceptons donc le point 1, cependant nous refusons le point 2, car il est simplement non réalisable, comme l'explique le Conseil-exécutif dans sa réponse, parce que Promotion Santé Suisse est justement une fondation. D'ailleurs, si j'ai bien compris, vous voulez transformer ce point en postulat, mais qu'est-ce que cela va changer? Donc nous rejetons de toute façon ce point 2. Le groupe socialiste PS-JS-PSA vous recommande donc d'accepter le point 1, mais de rejeter le point 2, même en postulat.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (UDF). Ein Dankeschön spreche ich an die Motionäre aus. Sie haben mit ihrem Vorstoss auf das Ungleichgewicht bei der Verteilung der Gelder hingewiesen, die bei der Stiftung Gesundheitsförderung Schweiz stattfindet. Wir unterstützen die Ziffer 1 auf jeden Fall. Ich habe mich auf der Website von Gesundheitsförderung Schweiz umgeschaut. Darauf findet man sehr viele wertvolle Informationen und Know-how. Die Website ist sehr professionell aufgebaut. Man findet beispielsweise einen 44-seitigen Bericht «Süssgetränke versus Wasser – Grundlagen zum Süssgetränke- und Wasserkonsum». So informativ solche Berichte auch sind, so wenig fördern sie jedoch ein gesünderes Verhalten von Konsumentinnen und Konsumenten. Für uns ist es fraglich, ob ein Budget von 37 Mio. Franken für dieses Jahr gerechtfertigt ist. Wahrscheinlich würde hundertmal so viel erreicht, wenn ganz einfach eine Lenkungsabgabe auf Zucker erhoben würde, um beim Beispiel der Süssgetränke zu bleiben. Manchmal denke ich, es könnte mehr erreicht werden, wenn gewisse Lenkungsabgaben erhoben sowie ganz konkrete und spezifische Anreize gesetzt würden, statt mit Prämien- oder Steuergeldern irgendwelche teuren Aufklärungs- und Informationskampagnen oder viele Angestellte zu bezahlen.

Die Ziffer 2 ist bestimmt schwierig umsetzbar. Vielleicht gibt es trotzdem einige Ja-Stimmen, um ein Zeichen zu setzen.

La présidente. Es haben sich keine weiteren Fraktionssprecherinnen und -sprecher gemeldet. Wir befinden uns in einer reduzierten Debatte. Je passe la parole à M. Schnegg.

Pierre Alain Schnegg, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Je ne vais pas m'allonger trop longuement sur le point 1 qui fait l'objet d'une belle unanimité, je crois qu'il y a possibilité d'améliorer la situation à ce niveau-là. Je profite peut-être juste de la tribune qui m'est donnée ici pour lancer aussi un appel à toutes les institutions bernoises concernées, pour qu'elles se donnent également la peine de déposer de bons projets. Pour ce qui est du point 2, je crois que la réponse du Conseil-exécutif est claire, que ce point soit accepté sous forme de motion ou de postulat ne changera rien: nous ne pouvons malheureusement rien entreprendre à ce sujet-là, raison pour laquelle le Conseil-exécutif vous invite à refuser ce point.

La présidente. Wünschen die Motionäre noch einmal das Wort? – Das ist der Fall. Grossrat Löffel, wir führen eine reduzierte Debatte. Sie haben in ein Postulat umgewandelt. Dann gebe ich Ihnen das Wort noch einmal.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Ich habe noch kurz eine Bemerkung zum Punkt 2. Dass es rechtlich nicht möglich ist, aus einer Stiftung auszutreten ist klar und leuchtet uns ein. Wir möchten aber ganz klar Position beziehen und kundtun, dass der Kanton Bern nach anderen Wegen suchen muss, wenn die Stiftung nicht bereit ist, mit den Geldern anders umzugehen. Den Verantwortlichen der Stiftung muss deutlich gemacht werden, dass der Kanton Bern diese Situation nicht einfach akzeptiert und er alle Hebel in Bewegung setzen wird. So verstehen wir den Punkt 2 und bitten deswegen, diesen als Postulat zu unterstützen.

La présidente. Wir kommen zur Abstimmung über die Motion «Gerechten Anteil an Mitteln von Gesundheitsförderung Schweiz in Kanton Bern holen». Wer die Ziffer 1 der Motion annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 136

Non 1

Abstentions 1

La présidente. Sie haben diese Ziffer 1 mit 136 Ja-Stimmen, 1 Nein-Stimme und 1 Enthaltung angenommen. Wir kommen zur Ziffer 2, die in ein Postulat umgewandelt worden ist. Wer die Ziffer 2 der Motion als Postulat annimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote (adoption du ch. 2 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 64

Non 74

Abstentions 1

La présidente. Sie haben die Ziffer 2 mit 74 Nein- zu 64 Ja-Stimmen bei 1 Enthaltung abgelehnt.